Un préavis de grève contre le prêt-bourse à l’Université du Burundi

PANA, 25 mars 2017 PrÃ©avis de grÃ¨ve contre le systÃ¨me de bourses dâ€™Ã©tudes universitaires Ã crÃ©dit au Burundi Bujumbura, Burundi â€“ Les Ã©tudiants de lâ€™unique universitÃ© publique du Burundi basÃ©e Ã Bujumbura, comptent entam grÃ¨ve Ã durÃ©e indÃ©terminÃ©e Ã partir du 5 avril prochain, si entre temps le dÃ©cret du 1er fÃ©vrier dernier instituant un nouveau systÃ¨me de prÃªt-bourse dâ€™Ã©tudes et de stages nâ€™aura pas Ã©tÃ© abrogÃ©, avisent-ils dans une correspon chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza.

Le projet de prÃªt-bourse refait surface aprÃ¨s plusieurs annÃ©es de mise en veilleuse suite Ã une forte mobilisation des Ã©tudiants de l'ancienne universitÃ© officielle du Burundi (Uob). "Tenant compte de toutes nos requÃªtes restÃ©es jusqu'ici lettre morte, en retour, nous Ã©tudiants de l'universitÃ© du Burundi, dÃ©cidons de la suspension des activitÃ©s acadÃ©miques d'ici le 5 avrilÂ 2017", menacent Ã nouveau les Ã©tudiants, en dernier recours. Parmi ces requÃªtes figure une ' pÃ©tition ' adressÃ©e au chef de l'Etat, en date du 5 dÃ©cembre dernier, et Ã laquelle les Ã©tudiants disent n'avoir pas obtenu gain de cause. Le ministÃ¨re de tutelle est Ã©galement accusÃ© d'avoir classÃ© sans suite une prÃ©cÃ©dente correspondance du 3 novembre 2016 lui demandant d'intercÃ©der auprÃ¨s du gouvernement burundais, en vue de l'abandon du nouveau systÃ¨me jugÃ© 'dÃ©savantageux' pour les Ã©tudiants. La communautÃ© universitaire rejette le nouveau systÃ¨me de bourses Ã crÃ©dit pour ses consÃ©quences jugÃ©es "nÃ©fastes", notamment, la "discrimination" de ceux d'entre eux provenant des milieux pauvres au niveau de l'enseignement supÃ©rieur ou encore "la division des Ã©tudiants, ainsi que la rÃ©duction massive des intellectuels qualifiÃ©s dont le pays a pourtant tant besoinÂ Â». La correspondance rÃ©serve des copies pour information Ã "toutes les missions diplomatiques" accrÃ©ditÃ©es au Burundi, en gÃ©nÃ©ral, et Ã la reprÃ©sentation locale de l'organisation des Nations Unies pour la l'Ã©ducation, la science et la culture (Unesco). Le conseil d'administration de l'universitÃ© du Burundi avait vu venir la grogne, Ã en juger le communiquÃ© du 14 mars dernier, demandant aux Ã©tudiants de 'faire preuve d'ouverture et de patience, en attendant la promulgation des textes d'application' du dÃ©cret incriminÃ©. Des reprÃ©sentants des Ã©tudiants ont Ã©tÃ© briÃ¨vement interpellÃ©s par la police dans la foulÃ©e de la sortie du communiq du conseil d'administration. Par ailleurs, "toutes les parties prenantes, Ã savoir la communautÃ© universitaire, les parents et les pouvoirs publics" avaient Ã©tÃ© sollicitÃ©s par le conseil d'administration en vue de "soutenir et accompagner cette rÃ©forme pour sa mise en application rapide et effective, au vu de ses nombreux avantages". Le texte du communiquÃ© trouvait que le systÃ¨me habituel de la gratuitÃ© de la bourse d'Ã©tudes et de stages "ne peut pas perdurer eu Ã©gard Ã la croissance galopante des effectifs et des moyens budgÃ©taires qu'il occasionne". Il est question pour les autoritÃ©s de l'universitÃ© du Burundi d'"harmoniser leur vue avec celles des pays de la sous-rÃ©gion et du continent africain qui ont optÃ©, depuis longtemps, pour ce systÃ¨me de prÃªt-bourse".

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});